

GHT SOMME LITTORAL SUD

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE AMIENS PICARDIE
DIRECTION DES ACHATS**

1 rond-point Professeur Christian Cabrol

80054 AMIENS CEDEX 1

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) Assurance Dommage-Ouvrage (DO) et ses garanties complémentaires

Objet de la consultation :

CHU AMIENS PICARDIE

Marché public d'Assurances Construction

Assurance Dommage-Ouvrage et ses garanties complémentaires

**DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU BÂTIMENT D'ODONTOLOGIE
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE AMIENS PICARDIE**

Sommaire.....	1
Cahier des Clauses Techniques Particulières relatif à l'assurance Dommage-Ouvrage et ses garanties complémentaires	5
1 Définition	5
1.1 L'acheteur.....	5
1.2 Souscripteur	5
1.3 Assurés	5
1.4 Réalisateurs	5
1.5 Maître d'ouvrage.....	5
1.6 Contrôleur technique	5
1.7 Ouvrage assuré.....	5
1.8 Travaux de technique courante et non courante	5
1.8.1 Les travaux de technique courante.....	5
1.8.2 Pour les travaux ne répondant pas à cette définition.....	6
1.9 Date ouverture de chantier	6
1.10 Réception	6
1.11 Sinistre.....	6
2 Nature des garanties	7
2.1 Garantie Dommages-Ouvrage	7
2.2 Garanties complémentaires	7
2.2.1 Garantie de Bon fonctionnement.....	7
2.2.2 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception.....	7
2.2.3 Garantie des dommages aux existants dissociables consécutifs aux travaux.....	7
2.2.4 Garantie du Constructeur Non Réalisateur	7
3 Montants des garanties.....	8
3.1 Garantie Dommages ouvrage.....	8
3.2 Garanties complémentaires (sous réserve de mention à l'acte d'engagement)	8
3.2.1 Garantie de Bon fonctionnement.....	8
3.2.2 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception.....	8
3.2.3 Garantie des dommages aux existants dissociables consécutifs aux travaux (le cas échéant)	8
3.2.4 Garantie du Constructeur Non Réalisateur	8
3.3 Reconstitution de garantie – clause de réexamen	9
4 Franchise.....	9
4.1 Garantie Dommages-Ouvrage	9
4.2 Garantie de Bon fonctionnement.....	9
4.3 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception	9
4.4 Garantie des dommages aux existants dissociables consécutifs aux travaux.....	9
4.5 Garantie du Constructeur Non Réalisateur	9
5 Résiliation	9
6 Exclusions	9
6.1 Garantie Dommages-Ouvrage	9
6.2 Garanties complémentaires	10
7 Point de départ et durée des garanties.....	10
7.1 Garantie Dommages-Ouvrage	10

7.2	Garanties complémentaires	10
7.2.1	Garantie de Bon fonctionnement.....	10
7.2.2	Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception.....	10
7.2.3	Garantie des dommages aux existants dissociables	10
	Précisions sur certaines obligations pesant sur les parties	11
8	Obligations déclaratives de l'assuré en cours d'exécution du marché d'assurance	11
9	Obligations de l'assuré en cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties	11
9.1	Pour les sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement	11
9.1.1	Délai pour déclarer.....	11
9.1.2	Renseignements contenus dans la déclaration	11
9.1.3	Constat des travaux de réparation à la suite de l'indemnisation du sinistre.....	12
9.1.4	Autorisation de visiter les lieux du chantier et le cas échéant du sinistre	12
9.2	Pour les sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES que les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement.....	12
10	Obligations de l'assureur en cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties dommages ouvrage, de bon fonctionnement en application de l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances.....	12
10.1	Constat des dommages, expertise.....	12
10.1.1	Constat des dommages par un expert désigné par l'assureur	12
10.1.2	Consultation par l'expert des réalisateurs et du contrôleur technique.....	13
10.1.3	Les rapports d'expertise	13
10.1.4	Absence de rapport d'expertise.....	13
10.2	Rapport préliminaire, mise en jeu des garanties, mesures conservatoires	13
10.2.1	Notification à l'assuré par l'assureur dans les 60 jours de la réception de la déclaration de sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat	13
10.2.2	Envoi à l'assuré par l'assureur du rapport préliminaire dans un délai compatible avec le délai de 60 jours précité.....	14
10.2.3	Passé le délai de 60 jours les garanties du présent marché jouent sur simple notification faite à l'assureur.....	14
10.3	Rapport d'expertise, détermination et règlement de l'indemnité.....	14
10.3.1	Notification à l'assuré par l'assureur dans les 90 jours de la réception de la déclaration de sa proposition du montant de l'indemnité	14
10.3.2	Prorogation du délai de 90 jours possible en cas de difficultés exceptionnelles et sous réserve de l'accord de l'assuré.....	14
10.3.3	Envoi à l'assuré par l'assureur du rapport définitif dans un délai compatible avec le délai de 90 jours précité.....	14
10.3.4	En cas d'accord de l'assuré sur le montant de l'indemnité proposé par l'assureur	15
10.3.5	En cas de désaccord de l'assuré au sujet du montant d'indemnité proposé par l'assureur.....	15
10.3.6	En cas de non-respect des délais ou d'une offre d'indemnité manifestement insuffisante	15
10.4	Notification à l'assuré par l'assureur de sa position concernant l'exercice du droit de subrogation ouvert au profit de l'assureur	15
10.5	Récapitulatif des délais auxquels l'assureur est soumis en cas de sinistre pour lequel les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement sont susceptibles de jouer	15
11	Gestion des sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES que les garanties dommages ouvrage, de bon fonctionnement.....	16
	ANNEXE CLAUSES-TYPES OBLIGATOIRES DU CODE DES ASSURANCES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ASSURANCE DES TRAVAUX DE BÂTIMENT	17
	Article A243-1 du code des assurances	17
	Article A243-2 du code des assurances	17
	Article A243-3 du code des assurances	17
1	1° Dans tous les cas, elle doit comporter les informations suivantes.....	17
2	2° Et, selon les hypothèses suivantes.....	18

a) Lorsque l'attestation d'assurance vise un ensemble d'opérations de construction, elle en indique le périmètre de la garantie en

<i>fonction des caractéristiques suivantes.....</i>	<i>18</i>
<i>b) Lorsque l'attestation d'assurance vise une opération de construction particulière, elle en indique les caractéristiques listées ci-après, telles qu'elles ont été déclarées</i>	<i>18</i>
3 3° L'attestation d'assurance doit en outre et dans tous les cas reproduire les formules suivantes	19
<i>Nature de la garantie</i>	<i>19</i>
<i>Montant de la garantie</i>	<i>19</i>
Article A243-4 du code des assurances	20
Article A243-5 du code des assurances	21
Annexe II article A243-1 du code des assurances	22
CLAUSES-TYPES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ASSURANCE DE DOMMAGES OUVRAGE.....	22
1 Définitions	22
1.1 Souscripteur.	22
1.2 Assuré.....	22
1.3 Réalisateurs	22
1.4 Maître de l'ouvrage	22
1.5 Contrôleur technique (lorsqu'il est désigné un contrôleur technique).....	22
1.6 Réception	22
1.7 Sinistre.....	22
2 Nature de la garantie	23
3 Montant et limite de la garantie.....	23
4 Exclusions	23
5 Point de départ et durée de la garantie	24
6 Obligations réciproques des parties	24
7 A.-Obligations de l'assuré.....	24
7.1 1° L'assuré s'engage.....	24
7.2 2° En cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties du contrat, l'assuré est tenu d'en faire la déclaration à l'assureur.	24
7.3 3° L'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.....	25
7.4 4° Pour permettre l'exercice éventuel du droit de subrogation ouvert au profit de l'assureur par l'article L. 121-12 du code des assurances, l'assuré s'engage également	25
8 B.-Obligations de l'assureur en cas de sinistre	25
8.1 1° Constat des dommages, expertise	25
8.2 2° Rapport préliminaire, mise en jeu des garanties, mesures conservatoires	26
8.3 3° Rapport d'expertise, détermination et règlement de l'indemnité	29
8.4 4° L'assureur est tenu de notifier à l'assuré, pour l'information de celui-ci, la position définitive que, sur le vu du rapport complémentaire, il estime devoir prendre en ce qui concerne l'exercice du droit de subrogation ouvert à son profit par l'article L. 121-12.	29
FIN DU DOCUMENT	29

Préambule

L'opération consiste à construire un bâtiment intégrant une Unité de Formation et de Recherche pour accueillir la formation pratique des dentistes dans leurs 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} année de médecine, soit 150 étudiants à terme (env. 50 étudiants/promotion). 40 fauteuils sont à prévoir, dont 5 pour les praticiens/formateurs du centre.

Le bâtiment est situé sur le site principal du Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie, au sud du bâtiment Fontenoy, à proximité du parking P3 et du TEPSCAN.

Il se compose de 5 niveaux (de RdJ à R+3) comprenant niveau par niveau :

- Au RdC, le hall d'accueil de l'établissement, une zone de locaux techniques, une zone vestiaires et locaux du personnel.
- Au R+1 : les secteurs de soins Consultation praticiens, Urgences, Consultations Interservices, Imagerie et Chirurgie.
- Au R+2 : les secteurs de soins longs prothèses et de soins courts Paro/pédo Orthodontie OCE, ainsi que le laboratoire de prothèses.
- Au R+3 : un pôle tertiaire regroupant les bureaux et vestiaires des praticiens.
- Au RdJ : le pôle logistique AGV ;

Le bâtiment est conçu comme un pont qui permet de franchir la rampe d'accès existante au Rez-de-jardin du bâtiment Fontenoy

1 Définition

1.1 L'acheteur

Personne morale désignée dans la fiche de présentation qui est en charge de la passation du présent marché dans le respect du code de la commande publique.

1.2 Souscripteur

La personne morale, désignée dans la fiche de présentation, qui fait réaliser des travaux de construction et qui a, en sa qualité de maître d'ouvrage souscrit une assurance Dommage Ouvrage telle que définie à l'article L 242-1 du code des assurances, tant pour son propre compte que pour celui des propriétaires successifs.

1.3 Assurés

La personne morale ayant la qualité de Maître d'ouvrage désignée dans la fiche de présentation de l'opération jointe au présent marché et les autres propriétaires successifs pendant la durée de la couverture des garanties objet des présentes.

1.4 Réalisateurs

L'ensemble des constructeurs désignés dans la fiche de présentation ou dont l'identité est portée ultérieurement à la connaissance de l'assureur, qui sont mentionnés au 1^{er} de l'article 1792-1 du code civil et sont liés, à ce titre, au maître d'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage en qualité de concepteur ou de conseil (architecte, technicien ou autre) ou en qualité d'entrepreneur, et qui participent à la réalisation de l'opération de construction.

1.5 Maître d'ouvrage

La personne, physique ou morale, désignée dans la fiche de présentation, qui conclut avec les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil les contrats de louage d'ouvrage afférents à la conception et à l'exécution de l'opération de construction.

1.6 Contrôleur technique

La personne, désignée aux conditions particulières, agréée ou exerçant dans les conditions prévues par l'article L. 125-1 du code de la construction et de l'habitation, et appelée à intervenir, à la demande du maître de l'ouvrage, pour effectuer le contrôle technique des études et des travaux ayant pour objet la réalisation de l'opération de construction.

1.7 Ouvrage assuré

L'ouvrage est décrit dans la fiche de présentation de l'opération jointe au présent marché.

1.8 Travaux de technique courante et non courante

1.8.1 Les travaux de technique courante

Le souscripteur déclare que les travaux réalisés sur la présente opération sont de technique courante.

Outre les travaux traditionnels, c'est à dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date, sont considérés comme étant de technique courante les ouvrages répondant aux caractéristiques suivantes :

- Les travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P (1) ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P (2),
- Les travaux de construction conforme au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnu par la profession,
- Les procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - ✓ D'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P (3),
 - ✓ D'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATex) avec avis favorable,
 - ✓ D'un Pass'innovation "vert" en cours de validité

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com)

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

1.8.2 Pour les travaux ne répondant pas à cette définition

Si des travaux ne répondant pas à cette définition viennent à être mis en œuvre, les garanties du contrat leur seront acquises dans la mesure où ils auront fait l'objet d'un avis favorable du Contrôleur Technique et où les constructeurs seront en mesure de produire des attestations spécifiques de chantier témoignant d'une couverture en Responsabilité Civile Décennale et portant l'ensemble des mentions conformes à la législation en vigueur et reprenant les éléments suivants :

- ☒ Adresse du chantier
- ☒ Nom du maître d'ouvrage
- ☒ Date de DOC (Déclaration d'Ouverture de Chantier)
- ☒ Montant du marché de l'entreprise
- ☒ Coût de construction déclaré HT
- ☒ Nature des travaux de l'entreprise
- ☒ Procédés, produits mis en œuvre

1.9 Date ouverture de chantier

L'ouverture de chantier est une date unique pour l'ensemble des intervenants, quel que soit donc le moment où ils interviennent sur le chantier.

Pour les travaux nécessitant la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date de déclaration d'ouverture du chantier mentionnée au premier alinéa de l'article R.424-16 du code de l'urbanisme, soit le 25 mars 2024.

Pour les travaux ne nécessitant pas la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date du premier ordre de service ou à défaut de la date effective de commencement des travaux.

1.10 Réception

L'acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte les travaux exécutés, dans les conditions fixées par l'article [1792-6](#) du code civil.

1.11 Sinistre

La survenance de dommages, au sens de l'article L. 242-1 du code des assurances, ayant pour effet d'entraîner la garantie de l'assureur.

2.1 Garantie Dommages-Ouvrage.

Conformément aux clauses-types applicables aux contrats d'assurance de dommages ouvrage telles que mentionnées à l'Annexe II article A243-1 du code des assurances, la garantie « Dommage-Ouvrage » prévue au présent marché a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article [L. 243-1-1](#) du code des assurances.

La garantie couvre les dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du code civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, et qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- Affectent les ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant impropres à leur destination ;
- Affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, au sens de l'article 1792-2 du code civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

2.2 Garanties complémentaires

2.2.1 Garantie de Bon fonctionnement

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code Civil lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

2.2.2 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception

Cette garantie s'applique au paiement des dommages immatériels subis par le propriétaire de l'ouvrage ou l'occupant à la date du sinistre, et résultant directement d'un dommage matériel survenu après réception et garanti en vertu de la garantie dommages ouvrage, ou de la garantie de bon fonctionnement.

2.2.3 Garantie du Constructeur Non Réalisateur

Cette garantie pourra intervenir le cas échéant (cf. notamment en cas de cession par le propriétaire de l'ouvrage qu'il a fait construire).

Cette garantie s'applique à la réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L.243-1-1 du Code des assurances, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil à propos de travaux de construction, et dans les limites de cette responsabilité. Les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

3 Montants des garanties

3.1 Garantie Dommages ouvrage

Conformément aux clauses-types applicables aux contrats d'assurance de dommages ouvrage telles que mentionnées à l'Annexe II article A243-1 du code des assurances la garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite d'un sinistre, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Le montant global de la garantie est donc **fixé à titre provisionnel à 11 533 851,44 € HT.**

En tout état de cause il ne doit pas être inférieur au montant du coût total des travaux et honoraires déclaré **et, revalorisé en fonction de l'indice BT 01 pour les travaux et ING pour les honoraires d'études** pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances. En aucun cas ce coût ne peut comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

POUR INFORMATION :

Le montant prévisionnel de l'opération est réparti comme suit :

- ✎ Montant des travaux : 10.069.843,44 € HT
- ✎ Montant des honoraires : 1.464.008,00 € HT

POUR LA GARANTIE DOMMAGE OUVRAGE

- **Le montant estimé à assurer s'élève à 11.533.851,44 € HT – 13.840.621,73 € TTC**

3.2 Garanties complémentaires *(sous réserve de mention à l'acte d'engagement)*

3.2.1 Garantie de Bon fonctionnement

Le montant global de la garantie est **fixé à 1 700 000 €.**

En tout état de cause il ne doit pas être inférieur à **10 % du coût total des travaux et honoraires déclaré SANS POUVOIR EXCÉDER LE MONTANT CI-DESSUS**

3.2.2 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception

Le montant global de la garantie est **fixé à 1 700 000 €.**

En tout état de cause il ne doit pas être inférieur à **10 % du coût total des travaux et honoraires déclaré SANS POUVOIR EXCÉDER LE MONTANT CI-DESSUS**

3.2.3 Garantie du Constructeur Non Réalisateur

Le montant global de la garantie est fixé à titre **prévisionnel à 11 533 851,44 € HT**

En tout état de cause il ne doit pas être inférieur au montant du coût total des travaux et honoraires déclaré **et, revalorisé en fonction de l'indice BT 01 pour les travaux et ING pour les honoraires d'études** pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

3.3 Reconstitution de garantie – clause de réexamen

La garantie est réduite de plein droit, après sinistre, du montant de l'indemnité correspondante, de telle sorte que l'assureur ne puisse jamais être engagé au-delà du montant fixé dans l'acte d'engagement pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée de la garantie.

Toutefois le montant de cette garantie pourra être rétabli suivant sur demande formulée par l'assuré ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de l'ouvrage, à condition de payer à la date de reconstitution une prime complémentaire fixée d'un commun accord entre les parties.

La reconstitution de garantie et le paiement de la prime afférente donnent lieu à l'établissement d'un avenant au marché. Si l'assuré décide de ne pas reconstituer les capitaux, ceux réduits seront considérés comme un premier risque sans application de la Règle Proportionnelle.

4 Franchise

4.1 Garantie Dommages-Ouvrage.

Aucune franchise.

4.2 Garantie de Bon fonctionnement

Aucune franchise.

4.3 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception

Aucune franchise.

4.4 Garantie du Constructeur Non Réalisateur

Franchise applicable par sinistre : 10% du montant des dommages (avec un minimum de 305 € et un maximum de 1 525 €)
L'assuré s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque correspondante.
Cette franchise n'est pas opposable aux bénéficiaires des indemnités.

5 Résiliation

OUTRE LES DISPOSITIONS PREVUES AU CCAP, ET par dérogation au Code des Assurances, le contrat ne peut être résilié que dans les cas prévus ci-après :

1) Par l'assureur

En cas de non-paiement d'une prime ou d'une fraction de prime (Art. L. 113-3 du Code des Assurances).

En cas d'aggravation du risque (article L 113-4 du Code des Assurances).

En cas d'omission ou de déclaration inexacte à la souscription ou en cours de contrat (article L 113-9 du Code des Assurances).

2) Par le souscripteur

En cas de diminution du risque ou de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans le contrat si l'assureur refuse de réduire la prime ou cotisation en conséquence (article L 113-4).

3) De plein droit

En cas de disparition totale de la construction, objet de l'assurance, par suite d'un événement non garanti (Art. L. 121-9 du Code des Assurances).

La résiliation doit être notifiée dans tous les cas par lettre recommandée adressée, en ce qui concerne le souscripteur, au siège de l'assureur, et en ce qui concerne l'assureur, au dernier domicile connu du souscripteur.



6 Exclusions

Ne sont pas garantis, les dommages affectant :

- ☒ Les **éléments d'équipement** d'un ouvrage, y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive est de permettre **l'exercice d'une activité professionnelle** dans l'ouvrage SAUF S'ILS PEUVENT, EN CAS DE DÉSORDRE LES AFFECTANT ENTRAÎNER LA RESPONSABILITÉ DÉCENNALE DES CONSTRUCTEURS (cf. JURISPRUDENCE CONSTANTE);

6.1 Garantie Dommages-Ouvrage

Seules sont applicables à la garantie Dommages-ouvrage, les exclusions formulées par l'article A 243-1 du Code des assurances, annexe II, c'est-à-dire les dommages résultant exclusivement :

- ☒ Du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré ;
- ☒ Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;
- ☒ De la cause étrangère.

6.2 Garanties complémentaires

Ne sont pas garantis, les dommages résultant exclusivement :

- ☒ Du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré ;
- ☒ Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;
- ☒ De la cause étrangère.
- ☒ De l'absence de travaux qui auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction et dont la non-exécution a entraîné ces dommages,
- ☒ D'économies imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux et/ou procédés de construction qui sont à l'origine des dommages,
- ☒ la non prise en compte des réserves techniques notifiées à l'assuré par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code civil

7 Point de départ et durée des garanties

7.1 Garantie Dommages-Ouvrage

La période de garantie commence à l'expiration de la garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du code civil. Elle prend fin à l'issue d'une durée de dix ans à compter de la réception.

Toutefois, le paiement des réparations nécessaires est garanti :

- **Avant réception**, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le marché de travaux conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de ses obligations ;
- **Après réception**, et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse.

7.2 Garanties complémentaires

7.2.1 Garantie de Bon fonctionnement

La période de garantie commence au plus tôt à l'expiration du délai de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 2 ans à compter de la réception.

Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté des obligations au titre de cette garantie, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, restée infructueuse.

7.2.2 Garantie des dommages immatériels consécutifs après réception

La garantie est acquise pendant un délai de 10 (dix) ans à compter de la réception lorsqu'elle est mise en jeu à la suite d'un dommage matériel couvert au titre de la garantie dommages ouvrage ou de la garantie aux existants dissociables.

La garantie est acquise pendant un délai de 2 (deux) ans à compter de la réception lorsqu'elle est mise en jeu à la suite d'un dommage matériel couvert au titre de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement.

7.2.3 Garantie des dommages aux existants dissociables (Sans objet)

La garantie s'achève dix ans après la date de la réception.

Précisions sur certaines obligations pesant sur les parties

NOTA : concernant les modalités relatives aux **déclarations ou notifications** par chaque partie faisant courir un délai voir l'article 10.5 du présent CCTP

8 Obligations déclaratives de l'assuré en cours d'exécution du marché d'assurance

Tant pour la garantie Dommages-ouvrage que pour ses garanties complémentaires voir annexe 7 du présent CCTP

9 Obligations de l'assuré en cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties

9.1 Pour les sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement

RAPPEL : CONCERNANT LA DECLARATION ET GESTION DES SINISTRES SUSCEPTIBLES DE METTRE EN JEU LES GARANTIES DOMMAGES OUVRAGE ET DE BON FONCTIONNEMENT CE SONT LES DISPOSITIONS DES ARTICLES L 242-1, A 243-1 ET L'ANNEXE II A 243-1 DU CODE DES ASSURANCES QUI S'APPLIQUENT EN PRIORITE SUR TOUTES AUTRES DISPOSITIONS EU EGARD A LEUR CARACTERE DE REGLES SPECIALES ET D'ORDRE PUBLIC. CES ARTICLES ET NOTAMMENT LES **CLAUSES-TYPES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ASSURANCE DE DOMMAGES OUVRAGE** SONT REPRODUITS EN ANNEXE DU PRESENT CCTP.

9.1.1 Délai pour déclarer

Conformément aux dispositions précitées l'assuré est tenu de déclarer à l'assureur tout événement dommageable susceptible d'entraîner la mise en jeu de la garantie Dommages Ouvrage.

Aucun délai n'étant imposé par les dispositions du code d'assurance précité, la déclaration d'un sinistre susceptible de mettre en jeu la garantie **Dommages Ouvrage** faite par l'assuré auprès de l'assureur ou son mandataire peut se faire **jusqu'à 2 (DEUX) ans** après la survenance du dommage (cf. délai de prescription biennale de [l'article L114-1](#) du Code des Assurances) **MAIS À CONDITION QUE CETTE DECLARATION INTERVIENNE AVANT LA FORCLUSION du délai DECENNAL de sorte que l'assureur puisse exercer l'éventuel droit de subrogation ouvert à son profit .**

9.1.2 Renseignements contenus dans la déclaration

La déclaration de sinistre est réputée constituée dès qu'elle comporte au moins les renseignements suivants :

- ☒ Le numéro du contrat d'assurance et, le cas échéant, celui de l'avenant ;
- ☒ Le nom du propriétaire de la construction endommagée ;
- ☒ L'adresse de la construction endommagée ;
- ☒ La date de réception ou, à défaut, la date de la première occupation des locaux ;
- ☒ La date d'apparition des dommages ainsi que leur description et localisation ;
- ☒ Si la déclaration survient pendant la période de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, la copie de la mise en demeure effectuée au titre de la garantie de parfait achèvement.

À compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'assureur dispose d'un délai de 10 (DIX) jours pour signifier à l'assuré que la déclaration n'est pas réputée constituée et réclamer les renseignements manquants susvisés.

9.1.3 Constat des travaux de réparation à la suite de l'indemnisation du sinistre

Conformément à l'article L 242-1 du code des assurances et aux clauses-types applicables aux contrats d'assurance de dommages ouvrage telles que mentionnées à l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances, l'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.

9.1.4 Autorisation de visiter les lieux du chantier et le cas échéant du sinistre

Conformément aux clauses-types applicables aux contrats d'assurance de dommages ouvrage telles que mentionnées à l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances, pour permettre l'exercice éventuel du droit de subrogation ouvert au profit de l'assureur par l'article [L. 121-12](#) du code des assurances, l'assuré s'engage également :

- A autoriser l'assureur à accéder à tout moment au chantier pendant la période d'exécution des travaux de construction, jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, et, à cet effet, à prendre les dispositions nécessaires dans les contrats et marchés à passer avec les réalisateurs ayant la responsabilité de la garde du chantier.

En cas de sinistre survenant au-delà de la date d'expiration de la garantie de parfait achèvement, l'assuré s'engage à accorder à l'assureur toutes facilités pour accéder aux lieux du sinistre ;

- En cas de sinistre, à autoriser les assureurs couvrant la responsabilité décennale des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article [1792-4](#) du code civil, et du contrôleur technique à accéder aux lieux du sinistre sur l'invitation qui leur en est faite par l'expert désigné par l'assureur.
- A autoriser l'expert à pratiquer les investigations qui lui apparaîtraient nécessaires en vue de l'établissement, à l'intention de l'assureur, d'un rapport complémentaire qui, reprenant les conclusions du rapport d'expertise ci-après défini en approfondissant, en tant que de besoin, l'analyse, en vue notamment de la recherche des faits générateurs du sinistre et des éléments propres à étayer le recours de l'assureur.

9.2 Pour les sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES que les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement.

VOIR ARTICLE 7.2.2 DE L'ANNEXE DU PRESENT CCTP AFFERANT AUX OBLIGATIONS DE L'ASSURE RELATIVES A LA DECLARATION DU SINISTRE

10 Obligations de l'assureur en cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties dommages ouvrage, de bon fonctionnement en application de l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances

10.1 Constat des dommages, expertise :

10.1.1 Constat des dommages par un expert désigné par l'assureur

Sous réserve des dispositions ci-après, les dommages sont constatés, décrits et évalués par les soins d'un expert, personne physique ou morale, désigné par l'assureur.

L'expert peut faire l'objet d'une récusation dans les 8 (HUIT) jours de la notification à l'assuré de sa désignation. En cas de seconde récusation par l'assuré, l'assureur fait désigner l'expert par le juge des référés.

Lorsque l'expert est une personne morale, celle-ci fait connaître aux parties le nom de la ou des personnes physiques chargées d'effectuer la mission donnée, en son nom et sous sa responsabilité.

Lors de la première demande de récusation, les délais d'instruction et de règlement de sinistre prévus ci-après sont augmentés de 10 (DIX) jours. En cas de désignation de l'expert par le juge des référés, ces mêmes délais sont augmentés de 30 (TRENTE) jours.

Les opérations de l'expert revêtent un caractère contradictoire. L'assuré peut se faire assister ou représenter. Les observations éventuelles de l'assuré sont consignées dans le rapport de l'expert.

10.1.2 Consultation par l'expert des réalisateurs et du contrôleur technique

L'assureur s'engage envers l'assuré à donner à l'expert les instructions nécessaires pour que les réalisateurs, les fabricants au sens de l'article 1792-4 du code civil et le contrôleur technique, ainsi que les assureurs couvrant leur responsabilité décennale et celle de l'assuré soient, d'une façon générale, consultés pour avis par ledit expert, chaque fois que celui-ci l'estime nécessaire et, en tout cas, obligatoirement avant le dépôt entre les mains de l'assureur de chacun des rapports (préliminaire et définitif voir infra), et soient, en outre, systématiquement informés par lui du déroulement des différentes phases du constat des dommages et du règlement des indemnités ;

10.1.3 Les rapports d'expertise

La mission d'expertise définie précédemment est limitée à la recherche et au rassemblement des données strictement indispensables à la non-aggravation et à la réparation rapide des dommages garantis.

Les conclusions écrites de l'expert sont, en conséquence, consignées au moyen de deux documents distincts :

10.1.3.1 Le rapport préliminaire

Un rapport préliminaire est établi par l'expert. Ce rapport comporte l'indication descriptive et estimative des mesures conservatoires jugées nécessaires à la non-aggravation des dommages, compte tenu, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prises par l'assuré, ainsi que les indications sommaires sur les circonstances et les caractéristiques techniques du sinistre, permettant à l'assureur de se prononcer dans le délai imparti sur le principe de la mise en jeu des garanties du contrat.

10.1.3.2 Le rapport d'expertise définitif

Le rapport d'expertise définitif est ensuite établi. Il est exclusivement consacré à la description des caractéristiques techniques du sinistre et à l'établissement des propositions, descriptions et estimations, concernant les différentes mesures à prendre et les différents travaux à exécuter en vue de la réparation intégrale des dommages constatés.

10.1.4 Absence de rapport d'expertise

L'assureur n'est pas tenu de recourir à une expertise lorsque, au vu de la déclaration de sinistre :

- S'il évalue le dommage à un montant inférieur à 1 800 euros ou
- Si la mise en jeu de la garantie est manifestement injustifiée.

Lorsqu'il décide de ne pas recourir à une expertise, l'assureur notifie à l'assuré son offre d'indemnité ou sa décision de refus de garantie dans le délai de 15 (QUINZE) jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre réputée constituée.

“ En cas de contestation de l'assuré, celui-ci peut obtenir la désignation d'un expert ”.

La notification reproduit de façon apparente l'alinéa précédent.

10.2 Rapport préliminaire, mise en jeu des garanties, mesures conservatoires :

10.2.1 Notification à l'assuré par l'assureur dans les 60 jours de la réception de la déclaration de sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat.

Dans un délai maximum de 60 (SOIXANTE) jours courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre réputée constituée, l'assureur, sauf s'il a évalué le dommage à un montant inférieur à 1 800 euros, au vu du rapport préliminaire établi par l'expert, notifie à celui-ci sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat. L'assureur communique à l'assuré ce rapport préliminaire, préalablement ou au plus tard lors de cette notification.

Toute décision négative de l'assureur, ayant pour effet de rejeter la demande d'indemnisation, doit être expressément motivée.

Si l'assureur ne conteste pas la mise en jeu des garanties du contrat, la notification de sa décision comporte l'indication du montant de l'indemnité destinée à couvrir les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages. Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées par l'assuré lui-même, au titre des mesures conservatoires.

10.2.2 Envoi à l'assuré par l'assureur du rapport préliminaire dans un délai compatible avec le délai de 60 jours précité.

L'assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'assuré puisse être saisi du rapport préliminaire en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec celui qu'il est lui-même tenu d'observer en vertu du paragraphe précédent.

10.2.3 Passé le délai de 60 jours les garanties du présent marché jouent sur simple notification faite à l'assureur.

Faute, pour l'assureur, de respecter le délai fixé de 60 (SOIXANTE) jours précité, et sur simple notification faite à l'assureur, les garanties du présent contrat jouent pour ce qui concerne le sinistre déclaré, et l'assuré est autorisé à engager les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages, dans la limite de l'estimation portée dans le rapport préliminaire de l'expert. Si, dans le même délai, l'assuré n'a pu avoir connaissance du rapport préliminaire, il est autorisé de la même manière à engager les dépenses en cause dans la limite de l'estimation qu'il a pu en faire lui-même.

10.3 Rapport d'expertise, détermination et règlement de l'indemnité

10.3.1 Notification à l'assuré par l'assureur dans les 90 jours de la réception de la déclaration de sa proposition du montant de l'indemnité

Lorsqu'il accepte la mise en jeu des garanties prévues au contrat, l'assureur présente, dans un délai maximal de 90 (quatre-vingt-dix) jours, courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre, une offre d'indemnité, revêtant le cas échéant un caractère provisionnel et destinée au paiement des travaux de réparation des dommages.

L'assureur communique à l'assuré le rapport d'expertise définitif, préalablement ou au plus tard lors de cette notification.

Ces propositions font l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix selon les modalités prévues à cet effet ; elles sont obligatoirement ventilées entre les différents postes de dépenses retenus et appuyées des justifications nécessaires, tant en ce qui concerne les quantités que les prix unitaires. Elles comprennent, outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre desdits travaux, tels qu'honoraires, essais, analyses, ainsi que les taxes applicables. Elles tiennent compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées ou retenues, ainsi que des indemnités qui ont pu être antérieurement versées au titre des mesures conservatoires.

10.3.2 Prorogation du délai de 90 jours possible en cas de difficultés exceptionnelles et sous réserve de l'accord de l'assuré

Dans les cas de difficultés exceptionnelles dues à la nature ou à l'importance du sinistre, l'assureur peut, en même temps qu'il notifie son accord sur le principe de la mise en jeu de la garantie, proposer à l'assuré la fixation d'un délai supplémentaire pour l'établissement de son offre d'indemnité. La proposition doit se fonder exclusivement sur des considérations d'ordre technique et être motivée.

Le délai supplémentaire prévu à l'alinéa qui précède est subordonné à l'acceptation expresse de l'assuré et ne peut excéder 135 (CENT TRENTE-CINQ) jours.

10.3.3 Envoi à l'assuré par l'assureur du rapport définitif dans un délai compatible avec le délai de 90 jours précité

L'assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'assuré puisse être saisi du rapport définitif en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec celui du délai de 90 jours précité.

10.3.4 En cas d'accord de l'assuré sur le montant de l'indemnité proposé par l'assureur

En cas d'acceptation, par l'assuré, de l'offre qui lui a été faite, le règlement de l'indemnité par l'assureur intervient dans un délai de 15 (QUINZE) jours.

10.3.5 En cas de désaccord de l'assuré au sujet du montant d'indemnité proposé par l'assureur

En tout état de cause, l'assuré qui a fait connaître à l'assureur qu'il n'acquiesce pas aux propositions de règlement dont il a été saisi, s'il estime ne pas devoir cependant différer l'exécution des travaux de réparation, reçoit sur sa demande, de l'assureur, sans préjudice des décisions éventuelles de justice à intervenir sur le fond, une avance au moins égale aux trois quarts du montant de l'indemnité qui lui a été notifié selon les modalités définies précédemment. Cette avance, forfaitaire et non re-valorisable, et à valoir sur le montant définitif de l'indemnité qui sera mise à la charge de l'assureur, est versée en une seule fois, dans un délai maximum de 15 (QUINZE) jours courant à compter de la réception, par l'assureur, de la demande de l'assuré.

L'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une avance.

Si l'assuré ayant demandé à en bénéficier n'a pas reçu, dans le délai de 15 (QUINZE) JOURS, les sommes représentatives de l'avance due par l'assureur, il est autorisé à engager les dépenses afférentes aux travaux de réparation qu'il entreprend, dans la limite des propositions d'indemnisation qui lui ont été précédemment notifiées.

10.3.6 En cas de non-respect des délais ou d'une offre d'indemnité manifestement insuffisante

Lorsque l'assureur ne respecte pas :

- Le délai maximal de 60 (SOIXANTE) jours, courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre, pour notifier à l'assuré sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties prévues au contrat.

Ou

- Le délai maximal de 90 (QUATRE-VINGT-DIX) jours, courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre, pour présenter à l'assuré une offre d'indemnité.

Ou

- Propose une offre d'indemnité manifestement insuffisante,

L'assuré peut, après l'avoir notifié à l'assureur, engager les dépenses nécessaires à la réparation des dommages. L'indemnité versée par l'assureur est alors majorée de plein droit d'un intérêt égal au double du taux de l'intérêt légal.

10.4 Notification à l'assuré par l'assureur de sa position concernant l'exercice du droit de subrogation ouvert au profit de l'assureur

L'assureur est tenu de notifier à l'assuré, pour l'information de celui-ci, la position définitive que, au vu du rapport complémentaire, il estime devoir prendre en ce qui concerne l'exercice du droit de subrogation ouvert à son profit par l'article L. 121-12 du code des assurances.

10.5 Récapitulatif des délais auxquels l'assureur est soumis en cas de sinistre pour lequel les garanties dommages ouvrage et de bon fonctionnement sont susceptibles de jouer

Dans un délai maximum de ... à compter de la réception de la déclaration de sinistre	<u>En application de l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances</u> L'assureur DOIT :
10 (DIX) jours	Le cas échéant, indiquer à l'assuré que sa déclaration est incomplète et réclamer les renseignements manquants.

Dans un délai maximum de ... à compter de la réception de la déclaration de sinistre	<u>En application de l'Annexe II article A 243-1 du code des assurances</u> L'assureur DOIT :
15 (QUINZE) jours	Et si les garanties sont manifestement injustifiées : opposer son refus <u>motivé</u> de garantie sans expertise (*) (*) En cas de contestation de l'assuré, celui-ci peut obtenir la désignation d'un expert
15 (QUINZE) jours	Et s'il évalue le dommage garanti à un montant inférieur à 1800 € (MILLE HUIT CENTS EUROS) : indiquer à l'assuré qu'il l'indemniserait sans recourir à l'expertise.
60 (SOIXANTE) jours	Et s'il n'a pas utilisé des facultés précédentes : faire procéder à l'expertise et remettre sa position accompagnée du rapport d'expertise. <i>NB : passé le délai : Garantie automatique, exécution des mesures conservatoires, dépenses nécessaires à la réparation des dommages</i>
90 (QUATRE-VINGT DIX) jour (**) <i>(**) voir 225 (DEUX CENT VINGT CINQ) jours en cas d'acceptation de prolongation par le l'assuré</i>	Procéder à une proposition d'indemnité et à la remise du rapport définitif. <i>NB : passé le délai : Dépenses nécessaires à la réparation des dommages + majoration du double du taux de l'intérêt légal (en cas de préfinancement des travaux par l'assuré)</i>

11 Gestion des sinistres susceptibles de mettre en jeu les garanties AUTRES que les garanties dommages ouvrage, de bon fonctionnement

👉 VOIR ARTICLE 8 DE L'ANNEXE DU PRESENT CCTP AFFERANT AUX OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR RELATIVES A LA GESTION DU SINISTRE

ANNEXE CLAUSES-TYPES OBLIGATOIRES DU CODE DES ASSURANCES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ASSURANCE DES TRAVAUX DE BÂTIMENT

Article A243-1 du code des assurances

TOUT CONTRAT D'ASSURANCE SOUSCRIT POUR L'APPLICATION DU TITRE IV DU LIVRE II DU CODE DES ASSURANCES [ASSURANCE OBLIGATOIRE DES TRAVAUX DE BATIMENT] DOIT OBLIGATOIREMENT COMPORTER LES CLAUSES FIGURANT :

- Aux ANNEXES I ET III AU PRÉSENT ARTICLE, EN CE QUI CONCERNE L'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ ;
- A L'ANNEXE II AU PRÉSENT ARTICLE, EN CE QUI CONCERNE L'ASSURANCE DE DOMMAGES.

TOUTE AUTRE CLAUSE DU CONTRAT NE PEUT AVOIR POUR EFFET D'ALTERER D'UNE QUELCONQUE MANIÈRE LE CONTENU OU LA PORTEE DE CES CLAUSES, SAUF SI ELLE S'APPLIQUE EXCLUSIVEMENT À DES GARANTIES PLUS LARGES QUE CELLES PRÉVUES PAR LE TITRE IV DU LIVRE II DU PRÉSENT CODE.

Article A243-2 du code des assurances

Le document justificatif prévu à l'article [L. 243-2](#) du code des assurances [**attestations d'assurance**] doit être signé par un assureur pouvant pratiquer des opérations d'assurance directes sur le territoire de la République française conformément aux cinq premiers alinéas de l'article [L. 310-2](#) du, ou par une personne identifiée qu'il a dûment mandatée.

Article A243-3 du code des assurances

Lorsque l'attestation d'assurance porte sur un contrat d'assurance de responsabilité décennale souscrit par un assujetti à titre individuel, l'attestation d'assurance prévue à l'article [L. 243-2](#) comporte la mention : " Attestation d'assurance " et les termes : " Assurance de responsabilité décennale obligatoire " figurant en position centrale.

1 1° Dans tous les cas, elle doit comporter les informations suivantes :

- a) La dénomination sociale et adresse de l'assuré ;
- b) Le numéro unique d'identification de l'assuré délivré conformément à l'[article D. 123-235 du code de commerce](#) ou le numéro d'identification prévu aux articles 214 et suivants de la directive 2006/112/ CE du 28 novembre 2006 ;
- c) Le nom, l'adresse du siège social et les coordonnées complètes de l'assureur et, le cas échéant, de la succursale qui accorde la garantie ;
- d) Le numéro du contrat ;
- e) La période de validité ;
- f) La date d'établissement de l'attestation ;

2 2° Et, selon les hypothèses suivantes :

a) Lorsque l'attestation d'assurance vise un ensemble d'opérations de construction, elle en indique le périmètre de la garantie en fonction des caractéristiques suivantes :

- La ou les activité (s) ou mission (s) exercée (s) par l'assuré ;
- La ou les date (s) d'ouverture du ou des chantier (s) ;
- L'étendue géographique des opérations de construction couvertes ;
- Le coût des opérations de construction ;
- Le cas échéant, le montant du marché de l'assuré ;
- La nature des techniques utilisées
- Le cas échéant, la présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale ainsi que le montant de la franchise absolue.

➔ CES INFORMATIONS DOIVENT ETRE REPRISES DANS L'ATTESTATION D'ASSURANCE SELON LES FORMULES SUIVANTES A REPRODUIRE:

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- *aux activités professionnelles ou missions suivantes : (à compléter par l'assureur) ;*
- *aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article [A. 243-1](#) ;*
- *aux travaux réalisés en (étendue géographique des opérations de construction couvertes à préciser par l'assureur) ;*
- *aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état (à compléter par l'assureur en précisant si ce coût comprend ou non les honoraires) déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de (à compléter par l'assureur) euros.*

(A ajouter le cas échéant) Cette somme est portée à (à compléter par l'assureur) euros en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de (à compléter par l'assureur) euros ;

- *aux travaux, produits et procédés de construction suivants : (à compléter par l'assureur).*

➔ Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

b) Lorsque l'attestation d'assurance vise une opération de construction particulière, elle en indique les caractéristiques listées ci-après, telles qu'elles ont été déclarées :

- L'adresse, la nature et le coût de l'opération de construction déclaré par le maître d'ouvrage ;
- La ou les activité (s) ou mission (s) exercée (s) par l'assuré ;
- La date d'ouverture de chantier ;
- La nature et le montant de la prestation réalisée par l'assuré ;
- La nature des techniques utilisées ;
- Le cas échéant, la présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale ainsi que le montant de la franchise absolue.

- ➔ CES INFORMATIONS DOIVENT ETRE REPRISES DANS L'ATTESTATION D'ASSURANCE SELON LES FORMULES SUIVANTES A REPRODUIRE :

Les garanties objet de la présente attestation d'assurance s'appliquent à l'opération de construction ayant les caractéristiques suivantes : (à compléter par l'assureur)

- ➔ Dans le cas où ces caractéristiques seraient modifiées, l'assuré en informe l'assureur.

3 3° L'attestation d'assurance doit en outre et dans tous les cas reproduire les formules suivantes :

Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.

Montant de la garantie :

- En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage
- Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3.
- Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

Durée et maintien de la garantie :

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Article A243-4 du code des assurances

Lorsque l'attestation d'assurance prévue à l'article [L. 243-2](#) porte sur un contrat collectif de responsabilité décennale, souscrit en complément des contrats individuels garantissant la responsabilité décennale de chacun des constructeurs, elle comporte les termes :

“ Attestation d'assurance collective de responsabilité décennale obligatoire ”.

L'attestation doit comporter les informations suivantes :

- a) Le nom et l'adresse du souscripteur, et éventuellement sa dénomination sociale ;
- b) Le nom, l'adresse du siège social et les coordonnées complètes de l'assureur et, le cas échéant, de la succursale qui accorde la couverture ;
- c) Le numéro du contrat d'assurance ;
- d) La date d'établissement de l'attestation.

L'attestation indique les caractéristiques de l'opération de construction telles qu'elles ont été déclarées à l'assureur :

- L'adresse, la nature et le coût de construction ;
- La date d'ouverture du chantier ;
- La nature des techniques utilisées.

Elle indique les personnes assurées ainsi que la franchise absolue qui leur est respectivement applicable.

➔ CES INFORMATIONS DOIVENT ETRE REPRISES DANS L'ATTESTATION D'ASSURANCE SELON LES FORMULES SUIVANTES A REPRODUIRE:

Les garanties objet de la présente attestation d'assurance s'appliquent à l'opération de construction ayant les caractéristiques suivantes : (à compléter par l'assureur).

Le contrat garantit les assurés suivants, au-delà de la franchise absolue respectivement mentionnée : (à compléter par l'assureur).

Dans le cas où ces caractéristiques seraient modifiées, l'assuré en informe l'assureur.

Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale des assurés instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévues par les dispositions des articles [L. 241-1](#) et [L. 241-2](#) relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article [L. 243-1-1](#) du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Montant de la garantie :

En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article [R. 243-3](#) du code assurances.

Durée et maintien de la garantie :

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles [1792](#) et [1792-2](#) du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

Franchise absolue :

Pour chacun des assurés, le contrat garantit le montant des travaux de réparation au-delà d'une franchise absolue, laquelle est égale au plafond de garantie des contrats individuels d'assurance décennale souscrits par chacun des assurés telle que mentionnée ci-dessus.

La franchise est opposable à tous.

L'assuré s'oblige à couvrir la portion du risque constituée par cette franchise par des garanties au moins équivalentes à celles figurant dans les clauses types mentionnées à l'annexe I de l'article [A. 243-1](#).

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Article A243-5 du code des assurances

L'attestation peut, le cas échéant, comporter des mentions relatives à d'autres garanties ou extensions prévues dans le contrat d'assurance. Néanmoins, au titre de la garantie obligatoire prévue par les articles [L. 241-1](#) et L. 241-2, l'attestation ne doit comporter aucune mention de nature à écarter ou limiter d'une quelconque façon la portée des mentions minimales susmentionnées. Aucune mention ne peut faire référence à des dispositions contractuelles si ces dernières ne sont pas reproduites dans l'attestation

CLAUSES-TYPES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ASSURANCE DE DOMMAGES OUVRAGE

1 Définitions

1.1 Souscripteur.

La personne, physique ou morale, désignée aux conditions particulières, qui fait réaliser des travaux de construction et qui est, en sa qualité définie aux mêmes conditions particulières, soumise à l'obligation d'assurance prévue par l'article [L. 242-1](#) du présent code, tant pour son propre compte que pour celui des propriétaires successifs.

1.2 Assuré.

Le souscripteur et les propriétaires successifs de l'ouvrage au bénéfice desquels est souscrit le contrat.

1.3 Réalisateurs.

L'ensemble des constructeurs désignés aux conditions particulières ou dont l'identité est portée ultérieurement à la connaissance de l'assureur, qui sont mentionnés au 1° de l'article [1792-1](#) du code civil et sont liés, à ce titre, au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage en qualité de concepteur ou de conseil (architecte, technicien ou autre) ou en qualité d'entrepreneur, et qui participent à la réalisation de l'opération de construction.

1.4 Maître de l'ouvrage.

La personne, physique ou morale, désignée aux conditions particulières, qui conclut avec les réalisateurs les contrats de louage d'ouvrage afférents à la conception et à l'exécution de l'opération de construction.

1.5 Contrôleur technique (lorsqu'il est désigné un contrôleur technique).

La personne, désignée aux conditions particulières, agréée ou exerçant dans les conditions prévues par l'article [L. 111-25](#) du code de la construction et de l'habitation, et appelée à intervenir, à la demande du maître de l'ouvrage, pour effectuer le contrôle technique des études et des travaux ayant pour objet la réalisation de l'opération de construction.

1.6 Réception.

L'acte par lequel le maître de l'ouvrage accepte les travaux exécutés, dans les conditions fixées par l'article [1792-6](#) du code civil.

1.7 Sinistre.

La survenance de dommages, au sens de l'article L. 242-1 du présent code, ayant pour effet d'entraîner la garantie de l'assureur.

2 Nature de la garantie

Le contrat a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article [L. 243-1-1](#) du présent code.

La garantie couvre les dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du code civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, et qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- Affectent les ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant impropres à leur destination ;
- Affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, au sens de l'article 1792-2 du code civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

3 Montant et limite de la garantie

La garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite d'un sinistre, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article [L. 243-1-1](#) du présent code.

Pour les constructions destinées à un usage autre que l'habitation, la garantie peut être limitée au montant du coût total de construction déclaré aux conditions particulières ou à un montant inférieur au coût total de construction déclaré aux conditions particulières, si ce coût est supérieur au montant prévu au I de l'article [R. 243-3](#) du présent code, sans toutefois pouvoir être inférieur à ce dernier montant.

Le montant de garantie est revalorisé selon les modalités prévues aux conditions particulières, pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Les conditions particulières précisent les modalités de reconstitution de la garantie après sinistre.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article [L. 243-1-1](#) du présent code. En aucun cas ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître de l'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

4 Exclusions

La garantie du contrat ne s'applique pas aux dommages résultant exclusivement :

- Du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré ;
- Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;
- De la cause étrangère.

5 Point de départ et durée de la garantie

- La période de garantie est précisée aux conditions particulières ; elle commence au plus tôt, sous réserve des dispositions du b, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement défini à l'article 1792-6 du code civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de dix ans à compter de la réception.
- Toutefois, elle garantit le paiement des réparations nécessaires lorsque :
 - ✓ Avant la réception, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution, par celui-ci, de ses obligations ;
 - ✓ Après la réception, et avant l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie, après mise en demeure par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique, avec demande d'avis de réception, resté infructueux.

6 Obligations réciproques des parties

Les déclarations ou notifications auxquelles il est procédé entre les parties en application de paragraphes A (1°, c), A (3°), B (2°, a), B (2°, c), B (3°, a), de la présente clause, sont faites par écrit soit contre récépissé, sur support papier ou tout autre support durable, soit par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique avec demande d'avis de réception.

7 A. Obligations de l'assuré

7.1 1° L'assuré s'engage :

- a) A fournir à l'assureur, sur sa demande, la preuve de l'existence des contrats d'assurance de responsabilité décennale souscrits par les réalisateurs et le contrôleur technique ;
- b) A lui déclarer les réceptions de travaux, ainsi qu'à lui remettre dans le mois de leur prononcé, le ou les procès-verbaux desdites réceptions, ainsi que le relevé des observations ou réserves demeurrées non levées du contrôleur technique ;
- c) A lui adresser un dossier technique comportant au moins les plans et descriptifs de l'ensemble des travaux effectivement réalisés, dans le délai maximal d'un mois à compter de leur achèvement ;
- d) A lui notifier dans le même délai, le constat de l'exécution des travaux éventuellement effectués au titre de la garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil ainsi que le relevé des observations ou réserves demeurrées non levées du contrôleur technique ;
- e) A lui faire tenir la déclaration de tout arrêt de travaux devant excéder trente jours ;
- f) A communiquer les avis, observations et réserves du contrôleur technique, simultanément, tant à l'assureur qu'au réalisateur concerné, et à ne pas s'opposer à ce que l'assureur puisse, à ses frais, demander au contrôleur technique, sous son couvert, les informations complémentaires dont il estimerait avoir besoin pour l'appréciation des risques assurés.

Dans le cas où il n'est pas lui-même le maître de l'ouvrage, l'assuré s'engage à obtenir de celui-ci que les avis, observations et réserves du contrôleur technique soient pareillement communiqués à l'assureur et au réalisateur concerné, et que, dans les mêmes conditions, l'assureur puisse demander au contrôleur technique les informations complémentaires dont il estimerait avoir besoin pour l'appréciation des risques assurés.

7.2 2° En cas de sinistre susceptible de mettre en jeu les garanties du contrat, l'assuré est tenu d'en faire la déclaration à l'assureur.

La déclaration de sinistre est réputée constituée dès qu'elle comporte au moins les renseignements suivants :

- Le numéro du contrat d'assurance et, le cas échéant, celui de l'avenant ;
- Le nom du propriétaire de la construction endommagée ;
- L'adresse de la construction endommagée ;
- La date de réception ou, à défaut, la date de la première occupation des locaux ;
- La date d'apparition des dommages ainsi que leur description et localisation ;
- Si la déclaration survient pendant la période de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, la copie de la mise en demeure effectuée au titre de la garantie de parfait achèvement.

A compter de la réception de la déclaration de sinistre, l'assureur dispose d'un délai de dix jours pour signifier à l'assuré que la déclaration n'est pas réputée constituée et réclamer les renseignements manquants susvisés. Les délais visés à l'article L. 242-1 du présent code commencent à courir du jour où la déclaration de sinistre réputée constituée est reçue par l'assureur.

7.3 3° L'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation en cas de sinistre.

7.4 4° Pour permettre l'exercice éventuel du droit de subrogation ouvert au profit de l'assureur par l'article L. 121-12 du code des assurances, l'assuré s'engage également :

- A autoriser l'assureur à accéder à tout moment au chantier pendant la période d'exécution des travaux de construction, jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, et, à cet effet, à prendre les dispositions nécessaires dans les contrats et marchés à passer avec les réalisateurs ayant la responsabilité de la garde du chantier. En cas de sinistre survenant au-delà de la date d'expiration de la garantie de parfait achèvement, l'assuré s'engage à accorder à l'assureur toutes facilités pour accéder aux lieux du sinistre ;
- En cas de sinistre, à autoriser les assureurs couvrant la responsabilité décennale des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article [1792-4](#) du code civil, et du contrôleur technique à accéder aux lieux du sinistre sur l'invitation qui leur en est faite par la personne désignée au paragraphe B (1°, a) ;
- A autoriser ladite personne à pratiquer les investigations qui lui apparaîtraient nécessaires en vue de l'établissement, à l'intention de l'assureur, d'un rapport complémentaire qui, reprenant les conclusions du rapport d'expertise défini au paragraphe B (1°, c et b) en approfondit, en tant que de besoin, l'analyse, en vue notamment de la recherche des faits générateurs du sinistre et des éléments propres à étayer le recours de l'assureur.

8 B.-Obligations de l'assureur en cas de sinistre

8.1 1° Constat des dommages, expertise :

- Sous réserve des dispositions du d ci-dessous, les dommages sont constatés, décrits et évalués par les soins d'un expert, personne physique ou morale, désigné par l'assureur.

L'expert peut faire l'objet d'une récusation dans les huit jours de la notification à l'assuré de sa désignation. En cas de seconde récusation par l'assuré, l'assureur fait désigner l'expert par le juge des référés.

Lorsque l'expert est une personne morale, celle-ci fait connaître aux parties le nom de la ou des personnes physiques chargées d'effectuer la mission donnée, en son nom et sous sa responsabilité.

Lors de la première demande de récusation, les délais d'instruction et de règlement de sinistre prévus ci-après par la présente clause-type sont augmentés de dix jours. En cas de désignation de l'expert par le juge des référés, ces mêmes délais sont augmentés de trente jours.

Les opérations de l'expert revêtent un caractère contradictoire. L'assuré peut se faire assister ou représenter. Les observations éventuelles de l'assuré sont consignées dans le rapport de l'expert ;

b) L'assureur s'engage envers l'assuré à donner à l'expert les instructions nécessaires pour que les réalisateurs, les fabricants au sens de l'article 1792-4 du code civil et le contrôleur technique, ainsi que les assureurs couvrant leur responsabilité décennale et celle de l'assuré soient, d'une façon générale, consultés pour avis par ledit expert, chaque fois que celui-ci l'estime nécessaire et, en tout cas, obligatoirement avant le dépôt entre les mains de l'assureur de chacun des deux documents définis en c, et soient, en outre, systématiquement informés par lui du déroulement des différentes phases du constat des dommages et du règlement des indemnités ;

c) La mission d'expertise définie en a est limitée à la recherche et au rassemblement des données strictement indispensables à la non-aggravation et à la réparation rapide des dommages garantis.

Les conclusions écrites de l'expert sont, en conséquence, consignées au moyen de deux documents distincts :

c. a) un rapport préliminaire, qui comporte l'indication descriptive et estimative des mesures conservatoires jugées nécessaires à la non-aggravation des dommages, compte tenu, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prises par l'assuré, ainsi que les indications sommaires sur les circonstances et les caractéristiques techniques du sinistre, permettant à l'assureur de se prononcer dans le délai prévu au paragraphe 2°, a, sur le principe de la mise en jeu des garanties du contrat ;

c. b) un rapport d'expertise, exclusivement consacré à la description des caractéristiques techniques du sinistre et à l'établissement des propositions, descriptions et estimations, concernant les différentes mesures à prendre et les différents travaux à exécuter en vue de la réparation intégrale des dommages constatés ;

d) L'assureur n'est pas tenu de recourir à une expertise lorsque, au vu de la déclaration de sinistre :

- Il évalue le dommage à un montant inférieur à 1 800 euros
ou
- La mise en jeu de la garantie est manifestement injustifiée.

Lorsqu'il décide de ne pas recourir à une expertise, l'assureur notifie à l'assuré son offre d'indemnité ou sa décision de refus de garantie dans le délai de quinze jours à compter de la réception de la déclaration de sinistre réputée constituée.

En cas de contestation de l'assuré, celui-ci peut obtenir la désignation d'un expert.

La notification reproduit de façon apparente l'alinéa précédent.

8.2 2° Rapport préliminaire, mise en jeu des garanties, mesures conservatoires :

a) Dans un délai maximum de soixante jours courant à compter de la réception de la déclaration du sinistre réputée constituée, l'assureur, sauf s'il a fait application des dispositions du deuxième alinéa du d du 1°, sur le vu du rapport préliminaire établi par l'expert, notifie à celui-ci sa décision quant au principe de la mise en jeu des garanties du contrat. L'assureur communique à l'assuré ce rapport préliminaire, préalablement ou au plus tard lors de cette notification ;

Toute décision négative de l'assureur, ayant pour effet de rejeter la demande d'indemnisation, doit être expressément motivée.

Si l'assureur ne conteste pas la mise en jeu des garanties du contrat, la notification de sa décision comporte l'indication du montant de l'indemnité destinée à couvrir les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages. Cette indemnité tient compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées par l'assuré lui-même, au titre des mesures conservatoires.

b) L'assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'assuré puisse être saisi du rapport préliminaire en temps utile et, en tout cas, dans un délai compatible avec celui qu'il est lui-même tenu d'observer en vertu du paragraphe a ;

c) Faute, pour l'assureur, de respecter le délai fixé au paragraphe a, et sur simple notification faite à l'assureur, les garanties du présent contrat jouent pour ce qui concerne le sinistre déclaré, et l'assuré est autorisé à engager les dépenses correspondant à l'exécution des mesures conservatoires nécessaires à la non-aggravation des dommages, dans la limite de l'estimation portée dans le rapport préliminaire de l'expert. Si, dans le même délai, l'assuré n'a pu avoir connaissance du rapport préliminaire, il est autorisé de la même manière à engager les dépenses en cause dans la limite de l'estimation qu'il a pu en faire lui-même.

8.3 3° Rapport d'expertise, détermination et règlement de l'indemnité :

a) L'assureur, sauf s'il a fait application des dispositions du deuxième alinéa d du 1° sur le vu du rapport d'expertise, notifie à celui-ci ses propositions quant au montant de l'indemnité destinée au paiement des travaux de réparation des dommages. L'assureur communique à l'assuré ce rapport d'expertise, préalablement ou au plus tard lors de cette notification.

Ces propositions font l'objet d'une actualisation ou d'une révision de prix selon les modalités prévues à cet effet aux conditions particulières ; elles sont obligatoirement ventilées entre les différents postes de dépenses retenus et appuyées des justifications nécessaires, tant en ce qui concerne les quantités que les prix unitaires. Elles comprennent, outre les dépenses de travaux proprement dits, les frais annexes nécessaires à la mise en œuvre desdits travaux, tels qu'honoraires, essais, analyses, ainsi que les taxes applicables. Elles tiennent compte, s'il y a lieu, des dépenses qui ont pu être précédemment engagées ou retenues, ainsi que des indemnités qui ont pu être antérieurement versées au titre des mesures conservatoires ;

b) Au cas où une expertise a été requise, l'assureur prend les dispositions nécessaires pour que l'assuré puisse être saisi du rapport d'expertise en temps utile ;

c) En tout état de cause, l'assuré qui a fait connaître à l'assureur qu'il n'acquiesce pas aux propositions de règlement dont il a été saisi, s'il estime ne pas devoir cependant différer l'exécution des travaux de réparation, reçoit sur sa demande, de l'assureur, sans préjudice des décisions éventuelles de justice à intervenir sur le fond, une avance au moins égale aux trois quarts du montant de l'indemnité qui lui a été notifié selon les modalités définies en a. Cette avance, forfaitaire et non revalorisable, et à valoir sur le montant définitif de l'indemnité qui sera mise à la charge de l'assureur, est versée en une seule fois, dans un délai maximum de quinze jours courant à compter de la réception, par l'assureur, de la demande de l'assuré.

L'assuré s'engage à autoriser l'assureur à constater l'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une avance ;

d) Si l'assuré ayant demandé le bénéfice des dispositions du paragraphe c n'a pas reçu, dans le délai fixé au même paragraphe, les sommes représentatives de l'avance due par l'assureur, il est autorisé à engager les dépenses afférentes aux travaux de réparation qu'il entreprend, dans la limite des propositions d'indemnisation qui lui ont été précédemment notifiées.

8.4 4° L'assureur est tenu de notifier à l'assuré, pour l'information de celui-ci, la position définitive que, sur le vu du rapport complémentaire, il estime devoir prendre en ce qui concerne l'exercice du droit de subrogation ouvert à son profit par l'article L. 121-12.

FIN DU DOCUMENT